

STUDIA HISTORICA

Academiae Scientiarum Hungaricae

D. KOSÁRY

LES RÉFORMES

SCOLAIRES DE

L'ABSOLUTISME ÉCLAIRÉ

EN HONGRIE ENTRE

1765 ET 1790

D. KOSÁRY

LES RÉFORMES SCOLAIRES DE L'ABSOLUTISME ÉCLAIRÉ
EN HONGRIE ENTRE 1765 ET 1790

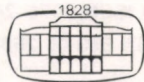
STUDIA HISTORICA

ACADEMIAE SCIENTIARUM HUNGARICAE

149

D. KOSÁRY

LES RÉFORMES SCOLAIRES
DE L'ABSOLUTISME ÉCLAIRÉ
EN HONGRIE ENTRE 1765 ET 1790



AKADÉMIAI KIADÓ, BUDAPEST 1980

Publié aussi dans

Etudes historiques hongroises 1980

Akadémiai Kiadó, Budapest 1980

HU ISSN 0076-2458

ISBN 963 05 2562 3

© Akadémiai Kiadó, Budapest 1980

Printed in Hungary

Les historiens hongrois ont commémoré récemment le deux-centième anniversaire de la *Ratio Educationis*, première réglementation générale par l'Etat de l'enseignement en Hongrie, parue, sous forme d'un édit royal, le 22 août 1777. Cet édit marquait une étape particulièrement importante d'un long processus au cours duquel l'absolutisme éclairé cherchait, par voie de réformes, à moderniser le système d'instruction dans la Monarchie des Habsbourg et, dans ce cadre, celui de la Hongrie.

L'objectif de ces réformes était de soustraire l'enseignement à la compétence des Eglises, de le placer sous le contrôle de l'Etat, et en même temps de le sortir de son état arriéré pour l'élever à un niveau où elle puisse répondre aux nouveaux besoins. L'absolutisme éclairé représentait la tentative de nombreux Etats des zones relativement moins évoluées de l'Europe, d'atteindre le niveau des Etats plus avancés, en modernisant le système féodal, sans toutefois l'éliminer.¹ Afin de pouvoir traiter d'égal à égal les puissances rivales dans le jeu des forces internationales, de mieux mettre à profit ses ressources intérieures, de faire face avec plus de succès à ses tâches politiques, l'absolutisme éclairé avait besoin de fonctionnaires mieux formés et spécialisés, d'une administration mieux organisée que jusque-là, de spécialistes plus compétents en matière de finances, d'économie, de technique et d'hygiène, d'ingénieurs pour les mines, la construction des routes, les voies d'eau et l'arpentage des terres; en général d'artisans plus instruits, ainsi que de cultivateurs sachant au moins lire et écrire, qu'il serait plus aisé d'informer et de manier. Pour atteindre ce but, il était avant tout besoin de meilleurs écoles à tous les niveaux.²

¹ D. Kosáry : Absolutisme éclairé — tendance nobiliaire éclairée, in : *Les Lumières en Hongrie, en Europe centrale et en Europe orientale. Actes du Troisième Colloque de Mátrafüred. 28 sept.-2. oct. 1975.* Budapest, 1978, pp. 39-46.

² Les questions esquissées ici sont traitées en détail dans D. Kosáry : *Művelődés a XVIII. századi Magyarországon* (Culture dans la Hongrie du XVIII^e siècle), Budapest, 1980. On y trouve aussi une abondante bibliographie concernant les écoles de Hongrie. Pour les publications plus anciennes (avant 1952) voir : D. Kosáry : *Bevezetés Magyarország történetének forrásaiba és irodalmába* (Introduction aux sources et à la littérature de l'histoire de Hongrie), II. Budapest, 1954. Dans ces ouvrages on cite aussi les études autrichiennes qui traitent la Monarchie des Habsbourg en général et les mesures prises par l'absolutisme éclairé. Parmi ces études nous ne citons que les suivantes : F. Schmid : Die Bedeutung des österreichischen Bildungswesens für Ost- und Südosteuropa, in : A. Kolbabeck (Hrsg.) : *200 Jahre*

C'est la pression de la rivalité de la Prusse qui avait obligé le gouvernement de la Monarchie des Habsbourg de faire ce bilan, et il le fit en partie d'après le modèle prussien. Selon la conception autrichienne de l'absolutisme éclairé, mise au point à Vienne par Martini, Sonnenfels et d'autres, le souverain avait le droit et l'obligation de régler de pleins pouvoirs, au nom de l'Etat l'enseignement comme tâche politique de manière à ce que, dans la mesure du possible, chacun devienne grâce à l'éducation un citoyen utile et obéissant.

La modernisation fut engagée à Vienne, capitale de la Monarchie, par la réorganisation de l'Université, menée à bien, à l'encontre des jésuites, en 1752/53 par Gerhard Van Swieten, médecin et conseiller d'origine hollandaise de l'impératrice Marie-Thérèse. Une nouvelle étape commence, en 1760, par la création d'un organe consultatif, la Commission aulique de l'éducation à Vienne (*Studienhofkommission*). Au début, sa compétence ne s'étendit pas sur la Hongrie où la cour chargea en 1761 le comte Barkóczy, archevêque d'Esztergom, d'élaborer la réforme de l'enseignement. Cette tentative resta infructueuse. Barkóczy tenait fermement à la prédominance traditionnelle de l'Église catholique, aux restrictions concernant les Eglises protestantes et leurs écoles, et de plus, à la diète de 1764/65; il était, face à la cour, un des principaux défenseurs des prérogatives de la noblesse hongroise. Après cela, entre 1765 et 1790, la cour dirigeait le pays sans convoquer la diète. Ces années représentaient donc la période du véritable absolutisme éclairé en Hongrie.

I

Afin d'avoir une vue d'ensemble de la situation, Marie-Thérèse ordonna au début de 1766 le recensement de toutes les écoles de Hongrie. Les préparatifs terminés, la première mesure visait la réorganisation de l'Université des Jésuites à Nagyszombat (Trnava, Tyrnau) fondée en 1635 par l'archevêque Péter Pázmány, et qui fut placée maintenant sous le contrôle de l'État (1769-1770). Notons à ce propos que, dans ces années-là, certains prélats hongrois avancèrent également des projets de fondation de nouvelles universités. Le comte Károly Eszterházy, évêque d'Eger, commença même à faire construire un bâtiment universitaire, et il ouvrit une école de médecine d'une existence éphémère. Mais lui aussi entendait réserver à l'Eglise catholique le rôle dirigeant dans l'enseignement supérieur, et ceci à une époque où les tendances éclairées préparaient partout la laïcisation. Entretemps, à Vienne, les débats s'engagèrent déjà sur la réforme des écoles primaires et secondaires. En ce qui concerne ces dernières, la dissolution de l'ordre des Jésuites (1773) avait rendu la réforme urgente, et en même temps réalisable, puisque les jésuites disposaient en Hongrie de près de la moitié des écoles catholiques latines (c'est-à-dire secondaires et supérieures). Ces écoles demandaient à être réorganisées le plus vite possible. Grâce aux biens de l'ordre, passés aux mains de l'Etat, le gouvernement était à même

österreichische Unterrichtsverwaltung, 1760-1960. Festschrift des Bundesministeriums für Unterricht, Vienne, 1960, E. Lesky — A. Wandruszka (Hrsg.) : Gerard Van Swieten und seine Zeit. Internationales Symposium veranstaltet von der Universität Wien im Institut für die Geschichte der Medizin, 1972, Wien—Köln—Graz, 1973.

de créer un fonds culturel de 3,69 millions, et un fonds universitaire de 1,46 millions, ce qui garantissait une somme annuelle importante, quelque 182 milles forints, aux fins des établissements scolaires du secteur catholique de l'Etat.

La Hongrie se trouvait cependant également soumise à la compétence de la Commission aulique de l'Education réorganisée à Vienne. Si elle put néanmoins développer un système scolaire autonome, c'est parce que plusieurs tendances, partiellement opposées, étaient aux prises au sein même du gouvernement. Face à la Commission aulique, Marie-Thérèse adopta souvent les vues, en général plus traditionnelles, de ses conseillers intimes. Si la Commission ne cédait pas, la Souveraine soustrayait simplement le sujet discuté à sa compétence. C'est ce qui arriva d'abord à la réforme des écoles primaires autrichiennes, ensuite à celle des écoles secondaires, dont Marie-Thérèse chargea la Commission de l'Education de Basse-Autriche, donc un organe local relevant de la chancellerie bohémienne-autrichienne. Quant à la Hongrie, il s'ensuivit que cette tâche fut confiée en 1775 à la chancellerie hongroise, plus exactement à un des jeunes conseillers, József Ürményi, qui avait fait des études à l'Université de Vienne auprès de Martini et Riegger. Au printemps 1776, il présenta la première partie de son ouvrage concernant les problèmes organisationnels et financiers. C'est sur cette base que Marie-Thérèse émit son décret du 8 août 1766 portant sur l'organisation des districts scolaires, etc. Une année plus tard, le 14 juin 1777, Ürményi présenta les autres parties de son travail, concernant les programmes, les méthodes et le règlement scolaires. C'est après cela que parut l'ensemble de l'ouvrage, la *Ratio Educationis*.³ Dans les documents, Ürményi est indiqué comme seul auteur, mais lui-même signale qu'il avait recouru à des « personnages honnêtes » dont « la formation scientifique et les expériences » lui semblaient conformes à cette tâche.⁴ On admet que parmi ces derniers il y avait le professeur ex-jésuite Pál Makó, physicien et mathématicien de renommée internationale, qui à cette époque enseignait au Theresianum de Vienne, pour passer ensuite à l'Université de Buda, ainsi que Dániel Tersztyánszky, éditeur d'un journal de vulgarisation scientifique, directeur, à partir de 1775, du Hofkammerarchiv de Vienne. Ürményi s'assura également la collaboration dans une certaine mesure de l'ancien protecteur de ce dernier, le jésuite Ádám Kollár, un Slovaque de Hongrie, directeur de la bibliothèque de la cour de Vienne et qui appartenait au même milieu scientifique.⁵ Enfin, un des précurseurs de la réforme et promoteur de son adoption, était le comte Kristóf Niczky, conseiller à la Chancellerie hongroise, un des partisans hongrois les plus résolus de l'absolutisme éclairé, qui allait devenir la main droite de Joseph II en Hongrie.

³ Sa publication à l'époque : *Ratio Educationis totiusque rei litterariae per regnum Hungariae et provincias eidem adnexas*. Vindobonae, 1777.

⁴ E. Fináczy : *A magyarországi közoktatás története Mária Terézia korában* (Histoire de l'instruction publique en Hongrie à l'époque de Marie-Thérèse), II, Budapest, 1902, pp. 240-268.

⁵ La démonstration en est tentée avec un accent tout particulier dans : L. J. Csóka : *Der erste Zeitabschnitt staatlicher Organisierung des öffentlichen Unterrichtswesens in Ungarn, 1760-1791*, in: *Jahrbuch des Graf Klebelsberg Kuno Instituts für ungarische Geschichtsforschung in Wien*. IX. Budapest, 1939, pp. 45-124 ; et récemment, idem : *Kollár Ádám és az 1777-i Ratio Educationis* (Ádám Kollár et la *Ratio Educationis* de 1777), *Magyar Pedagógia* (Pédagogie Hongroise), 1977, pp. 388-408.

La *Ratio Educationis* ressemblait, bien entendu, aux projets autrichiens contemporains, mais contenait aussi des éléments caractéristiques spécifiques.

La Hongrie (sans la Transylvanie) était divisée en huit, et avec la Croatie en neuf districts scolaires. A leur tête étaient nommés, comme directeurs, des fonctionnaires de rang élevé, en partie des aristocrates, capables de donner à la réforme le poids social et politique nécessaire.⁶ Des inspecteurs spéciaux subordonnés aux précédents s'occupaient des affaires des écoles populaires. La direction de cette nouvelle organisation étatique de l'enseignement était confiée en Hongrie au Conseil de Lieutenance (*Consilium Locumtenentiale*) siégeant jusqu'en 1784 à Presbourg, plus tard à Buda, plus exactement à sa Commission d'Education.

C'était pour la première fois que, à l'intérieur de ce système scolaire bien structuré, la *Ratio* distinguait clairement l'instruction primaire, secondaire et supérieure. Elle soulignait, davantage que ce n'était le cas dans les programmes valables en Autriche, le principe utilitaire, selon lequel « tout ce que les jeunes apprennent doit être en harmonie avec leurs futures conditions de vie », ce qui, dans les conditions sociales données, signifiait invariablement des avantages réservés aux jeunes nobles. Sous une direction étatique, il est vrai, mais on conservait aussi les anciens pensionnats (*convictus*) jésuites, etc. qui assuraient le logement, la nourriture et parfois aussi des études complémentaires, surtout aux jeunes nobles privilégiés. A Buda, près l'université, dans d'autres villes près les Académies royales, de nouveaux pensionnats (internats) furent fondés par l'Etat, surtout pour les enfants de la petite noblesse moins aisée. Ainsi, grâce à ces pensionnats, près de 350 places, pour la moitié gratuites, étaient réservées en Hongrie, sans la Transylvanie, en premier lieu aux enfants des familles d'une situation sociale plus élevée.

Quant aux confessions, la *Ratio*, pionnier dans ce sens, représentait la tolérance. Elle contenait des prescriptions modernes concernant le règlement scolaire, les loisirs, l'éducation physique et les jeux. Dans l'instruction secondaire et supérieure, la langue de l'enseignement demeurait le latin. Dans les programmes des écoles secondaires c'est encore le latin qui — forcément — occupait la plus grande place, le latin étant la langue officielle du pays. La *Ratio* cherchait pourtant à introduire, à côté du latin, le plus possible de matières nouvelles.⁷ Elle intensifia l'enseignement

⁶ Les sièges et les directeurs des neuf districts scolaires étaient : 1. Presbourg — le comte Ferenc Balassa, conseiller de lieutenance, élevé au Theresianum de Vienne ; 2. Besztercebánya (Banska Bystrica) — le comte Ferenc Berchtold, évêque ; 3. Buda — Antal Farádi Vörös ; 4. Győr et Pécs ensemble — le comte Kristóf Niczky, conseiller de la chancellerie, ancien étudiant de l'université de Vienne, plus tard président du conseil de lieutenance ; 6. Nagyvárad (Oradea) et 8. Ungvár (Oujgorod) ensemble — le comte Antal Károlyi, maréchal, préfet du comitat de Szatmár ; 7. Kassa (Košice) — Gábor Péchy, conseiller royal, septemvir ; 9. Zagreb — Miklós (Nicola) Skerlecz (Skrlec), préfet du comitat de Zagreb, une des plus illustres figures de la vie publique croate et des Lumières. — Par la suite Joseph II réduisit le nombre des districts à cinq et fit transférer dans leur centres (Presbourg, Kassa, Nagyvárad, Pécs, Zagreb) les académies royales. A ce moment-là, il y avait parmi les inspecteurs déjà deux protestants.

⁷ J. Ravasz : *Az 1777-i Ratio Educationisról*, in : *Tanulmányok a neveléstudomány köréből* (Etudes sur les sciences pédagogiques), Budapest, 1958, pp. 423-456 ; idem (avec d'autres) : *A magyar nevelés története a feudalizmus és a kapitalizmus korában* (Histoire de l'éducation en Hongrie à l'époque du féodalisme et du capitalisme), Budapest, 1968, pp. 45 sq. id. : *Az 1777-i Ratio Educationis általános tantervi*

des mathématiques, des sciences, de la géographie et de l'histoire, et permettait aux professeurs de traiter dans le programme scolaire des conditions économiques du pays.

Parmi les langues vivantes, la *Ratio* soulignait « l'utilité toute particulière » de l'allemand (§ 102) dont elle favorisait l'enseignement à tous les niveaux, afin que le plus grand nombre possible des habitants du pays puissent s'en servir. Pour ce faire, les livres scolaires de l'école primaire devaient être écrits en deux langues : dans la langue maternelle des élèves et en allemand.

Cette tendance légèrement partielle de la *Ratio* peut certainement faire l'objet de critiques. Toutefois on ne peut pas donner entièrement raison aux historiens hongrois qui plus tard accusèrent la *Ratio* de favoriser la germanisation au détriment de la langue hongroise, au lieu d'assurer à cette dernière une position dominante.⁸

Il n'est pas vrai que la *Ratio* ait limité l'utilisation de la langue hongroise ; au contraire, en créant des écoles populaires de langue maternelle, elle l'a nettement encouragée. Les premiers manuels de grammaire et d'orthographe de langue hongroise, rédigés par d'excellents auteurs, parurent précisément à cette époque, à la suite de la réforme.⁹ L'enseignement primaire en effet continuait à se faire dans les langues maternelles locales des différents peuples de la Hongrie multinationale. Dans les localités plus importantes, en fonction de la composition de la population il y avait souvent de petites écoles municipales, de langue hongroise, allemande, slovaque, etc. respectivement.

Au niveau de l'école primaire, la *Ratio* réservait une place un peu plus grande qu'auparavant non seulement à la langue hongroise, mais aussi aux autres langues maternelles, son objectif étant d'offrir aux enfants les connaissances élémentaires en premier lieu dans leur langue maternelle. Elle stipulait que dans le pays « chaque nation devait posséder ses propres écoles populaires dont les instituteurs devaient être versés non seulement dans la langue maternelle, mais encore dans les langues fréquemment utilisées dans le pays ». La *Ratio* parle de sept « nations » de la Hongrie, ce qui signifie que, en dehors du hongrois « proprement dit », elle reconnaissait « le caractère national » des langues ou peuples suivants : allemand, slovaque, ruthène, croate, « illyrien » (serbe) et roumain. La langue et « l'école nationale » hongroises figuraient en tête de cette énumération, mais les écoles populaires des autres langues y étaient également qualifiées « d'écoles nationales » (*schola nationalis*).

En fait, ce n'était pas tout à fait sans raison que la *Ratio* favorisait l'enseignement de l'allemand. Plusieurs motifs plaident pour l'allemand, comme langue

céjlairól (Sur les objectifs généraux des programmes scolaires dans la Ratio Educationis de 1777), in : *Pedagógiai Szemle* (Revue Pédagogique), 1977, pp. 996-1014. M. Oláh Erdélyi : *Matematikai tankönyvek a két Ratio idejében* (Livres scolaires de mathématiques au temps des deux Rationes) 1777-1848. In : *Pedagógiai Szemle* 1977, pp. 1028-1036.

⁸ E. Fináczy, *op. cit.* II.

⁹ J. Bakos : *Adatok a magyar tanítás történetéhez 1527-1790* (Contribution à l'Histoire de l'enseignement du hongrois 1527-1790), in : *Az Egri Pedagógiai Főiskola Évkönyve* (Annuaire de l'École Supérieure Pédagogique d'Eger), II, 1956, pp. 299-331.

européenne moderne que les élèves devaient apprendre en premier lieu. Il s'agissait notamment des cadres politiques de la Monarchie de la maison d'Autriche, à laquelle appartenait aussi la Hongrie ; des relations culturelles traditionnelles qui rattachaient le pays à la culture allemande de l'époque ; beaucoup d'étudiants hongrois, surtout protestants, fréquentaient les universités allemandes. Dès avant la *Ratio*, nombreux étaient en Hongrie ceux qui considéraient l'enseignement de la langue allemande comme nécessaire. Enseigner l'allemand n'était donc pas en soi un signe de l'oppression, tout comme le fait de ne pas l'apprendre ne peut pas être considéré comme une vertu patriotique.

Le principal reproche que l'on pouvait adresser à la *Ratio*, était qu'en dehors du latin obligatoire et de l'allemand recommandé, elle n'offrait pas de possibilités à un enseignement convenable de la langue hongroise — et des autres langues du pays — dans les écoles secondaires et supérieures, donc à un niveau plus élevé. Et cette lacune n'était comblée ni par le fait que dans les classes inférieures, dites grammaticales, des lycées, le latin était enseigné sur la base de la langue maternelle, ni par ce passage spécial de la *Ratio* (§ 155) qui traite de l'enseignement du hongrois ou d'autres langues du pays (*linguae domesticae*) comme des matières facultatives. C'est que le but visé n'était point d'assurer aux Hongrois la possibilité d'apprendre leur propre langue et de l'utiliser dans différents domaines à un niveau élevé, mais de doter le pays multinational d'un grand nombre d'habitants parlant plusieurs langues.

Toutefois il est à noter que la tendance éclairée de la noblesse hongroise n'a lancé son programme relatif à la langue nationale, à la littérature et à la culture qu'un peu plus tard, après la promulgation de la *Ratio* et partiellement sous son influence. Il faut en outre ajouter qu'à partir de cette époque, la noblesse et les intellectuels hongrois voulaient assurer à leur propre langue non seulement une place qui lui revenait de droit, mais encore une position dominante ou même exclusive. L'historien peut expliquer cette contradiction par les conditions sociales et politiques de la noblesse, sans pour autant l'approuver. Dans le pays multinational d'autrefois la langue hongroise pouvait tout au plus prétendre au rôle d'une « *lingua franca* », support de la communication entre les gens de différentes langues maternelles, mais sous aucune forme, elle ne devait empêcher l'utilisation d'autres langues à n'importe quel niveau et dans n'importe quel secteur, notamment dans l'instruction ou dans d'autres domaines culturels.¹⁰

Le contrôle de l'Etat, la compétence des directeurs des districts scolaires, s'étendait en principe sur toutes les confessions, donc sur les protestants aussi, qui de ce fait se trouvèrent placés devant l'alternative suivante : ou ils devaient accepter la nouvelle situation, y compris l'enseignement géré par l'Etat, et essayer d'obtenir dans son cadre l'égalité en droit et une meilleure situation que la précédente, ou alors, ils s'enfermaient dans l'autonomie de l'Eglise et, au nom des traditions, essayaient de s'opposer à la réforme. La première solution fut soutenue par

¹⁰ D. Kosáry : *A kétszáz éves Ratio Educationis* (La Ratio Educationis a deux cents ans), in : *Magyar Pedagógia* 1977, pp. 367-387.

l'écrivain György Bessenyei, pionnier des idées des Lumières, ancien officier de la garde nobiliaire hongroise et qui, à cette époque, représentait à Vienne la cause des protestants en qualité d'agent de leurs Eglises. Bessenyei voulait prendre comme base la réforme de l'enseignement envisagée par l'Etat, mais voulait aussi la développer d'un point de vue national et éclairé. L'enseignement primaire de langue maternelle devait être, selon lui, complétée d'un enseignement aux niveaux secondaire et supérieur, ce qui n'aurait pas exclu que quiconque apprenne aussi l'allemand ou une autre langue.¹¹ Cependant, la majorité des dirigeants ecclésiastiques et laïcs protestants, avec à leur tête le comte József Teleki, adversaire des idées éclairées, choisirent l'autre voie. Ils obligèrent Bessenyei à démissionner, et, dans une série de requêtes de protestation, ils insistèrent sur la compétence de l'Eglise en matière scolaire en invoquant que les écoles étaient des établissements où toutes les matières étaient imprégnées de la théologie. Dans cette période succédant de près à celle de leur persécution, il est compréhensible que les protestants aient tenu à l'autonomie de leur Eglise. Mais on ne peut guère considérer comme un résultat positif le fait qu'ils réussirent, grâce à leur résistance, d'empêcher dans leur propre sphère la mise en vigueur de la réforme.

II

Après 1780, Joseph II prit de nombreuses mesures consécutives qui bien souvent apportèrent des modifications les unes par rapport aux autres, mais qui, malgré leur contradiction apparente, étaient issues d'une conception cohérente. Loin de révoquer la *Ratio*, il l'introduisit en Transylvanie non sans certaines modifications (1781); en 1782 il réunit la chancellerie transylvaine et la chancellerie hongroise. Son édit de tolérance (1781) constituait un grand pas vers l'égalité en droit des confessions protestantes et orthodoxes. Il liquida (1781) le fonds culturel séparé, déclarant que les frais en devaient être couverts par le budget normal de l'Etat. En 1784 il adoucit la rigueur du règlement scolaire et dissout les compagnies religieuses de Marie dans les écoles. Il procède ensuite à la liquidation des pensionnats nobiliaires, en même temps il fait introduire un nouveau système de taxes scolaires et de bourses. Les élèves de condition pauvre, mais faisant de bons progrès, pouvaient, par la suite aussi, faire des études gratuites et obtenaient même des bourses, tandis que les élèves faibles payaient 12 forints par an aux lycées et 15-30 forints par an à l'université. Ces mesures provoquèrent une série de protestations surtout parce que les étudiants pauvres, d'origine roturière, avaient fourni jusque-là les réserves d'intellectuels pour les Eglises, tandis que maintenant c'est l'absolutisme éclairé qui cherchait à se les assurer pour en faire des cadres de l'appareil bureaucratique. Une des mesures extrêmement positives de Joseph II consistait à faciliter, notamment par

¹¹ L. Némédi : *Bessenyei György és a Ratio Educationis* (György Bessenyei et la *Ratio Educationis*), in : *Az Egrő Pedagógiai Főiskola Évkönyve* V, 1959, pp. 95-108.

les lettres patentes de 1785, les études aux jeunes paysans et à favoriser ainsi l'augmentation du nombre des intellectuels d'origine roturière.¹²

Le fameux édit de Joseph II (1784) par lequel l'empereur, invoquant des considérations pratiques, remplaça le latin par l'allemand comme langue officielle, ne peut être classé parmi les mesures réalistes et positives. Conformément à cet édit, le latin allait être évincé, dans un délai déterminé, par l'allemand aussi dans l'enseignement. Cela ne s'est toutefois jamais avéré réalisable. Jusqu'en 1790, la langue allemande n'enregistra de progrès que dans les classes inférieures des écoles secondaires. L'administration était obligée de prolonger plusieurs fois le délai, en partie à cause de difficultés objectives (absence de la connaissance de la langue etc.), en partie à cause de la résistance de plus en plus intense.¹³ Cela ne fit qu'accroître le nombre de ceux qui vers 1790 revendiquaient l'introduction du hongrois comme langue de l'enseignement. Ces tentatives de germanisation ne rencontraient pas non plus l'approbation des josephistes hongrois qui, ayant reconnu les éléments positifs de la politique scolaire de Joseph II, la soutenaient jusqu'au bout dans d'autres domaines, parce qu'ils étaient d'avis que l'expansion des idées éclairées conduirait inévitablement, et malgré tous les problèmes de langue, au progrès de la culture et de la langue hongroises. L'écrivain josephiste Ferenc Kazinczy, futur chef du mouvement de renouveau et de la standardisation de la langue hongroise, et qui était alors jeune inspecteur des écoles secondaires à Kassa (Košice, Kaschau), approuvait l'enseignement de l'allemand, en arguant que cette langue était à cette époque « le véhicule de la culture ». ¹⁴ En même temps, pourtant, il tenait non seulement fermement à la position que la langue hongroise (et les autres langues) avaient déjà acquise dans l'enseignement populaire — l'édit ne visait en effet que le remplacement du latin —, mais continua à organiser l'une après l'autre les écoles hongroises, etc. Dans ce domaine il pouvait compter sur l'appui de Gottfried Van Swieten (fils du médecin), président de la Commission aulique de l'Education à Vienne. Il semble que Van Swieten ait appuyé cette tendance à l'intérieur du gouvernement, face aux efforts de germanisation totale.¹⁵

Il nous reste encore à voir de plus près l'effet de tous ces changements aux niveaux inférieur, moyen et supérieur de l'enseignement.

¹² G. Heckenast : *Les roturiers intellectuels en Hongrie, 1780-1848, Revue d'histoire comparée* 1948, pp. 53-76 ; K. Benda : *A magyar jakobinusok története* (Histoire des jacobins hongrois), I, Budapest, 1957, XX.

¹³ F. Pallós : *A német nyelvoktatás ügye magyar iskoláinkban II. József idején* (L'enseignement de la langue allemande dans nos écoles hongroises au temps de Joseph II), Budapest, 1944.

¹⁴ Á. Heksch : *Kazinczy és II. József művelődéspolitikája* (Kazinczy et la politique culturelle de Joseph II), in : *Pedagógiai Szemle*, 1956, pp. 74-107.

¹⁵ Dans la Commission aulique de l'Education de Vienne, présidée par Van Swieten, la Hongrie était représentée, à partir de 1785, par le conseiller de chancellerie Sándor Pászthory, homme éclairé et bon patriote hongrois. Ajoutons que Márton György Kovachich, éminent historien d'esprit josephiste qui soutenait et propageait la réforme par l'absolutisme éclairé dans les colonnes de son journal *Merkur von Ungarn* (1786-1787), prit également position contre l'ordonnance supplémentaire du 3 octobre 1786, stipulant, à la différence de la première loi sur les langues, l'introduction de la langue allemande aux écoles populaires aussi, comme langue de l'enseignement.

III

En 1769 la cour chargea la chancellerie hongroise de s'occuper de l'amélioration de l'instruction populaire, puisque dans les conditions données, beaucoup d'enfants villageois ne pouvaient pas entrer à l'école. Le recensement qui s'ensuivit montra qu'en 1771 dans la Hongrie proprement dite — donc sans le Banat de Temes, la Transylvanie et la Croatie — il n'y avait que 4145 localités sur 8742 à posséder une école.¹⁶ Le fait qu'à l'époque on dispensait encore un enseignement primaire dans les petites classes des écoles secondaires ne changeait pas grand'chose. Les instituteurs villageois étaient en grande partie des notaires, des chantres subordonnés au curé, qui, incidemment, s'occupaient aussi de l'enseignement. Si nous prenons quatre années scolaires — au lieu d'une ou deux, plus fréquentes à la campagne — le maximum des enfants scolarisés dans les groupes d'âge de six à dix ans aurait pu représenter 10% de la population. La moyenne nationale, par contre, peut être estimée à 2,5%. Bien entendu, dans les communes catholiques ou protestantes plus développées, ce chiffre atteignait parfois six à huit %, tandis qu'ailleurs il était plus bas. Il est cependant vrai que ce niveau était plus élevé que celui du début du XVIII^e siècle. Nous savons par exemple que dans le comitat de Veszprém, entre 1711-1770, le nombre des petites écoles avait doublé.¹⁷ Pour l'absolutisme éclairé ce n'était pas suffisant, de sorte que la tâche la plus urgente en Hongrie était le développement de l'enseignement.

Comme modèle, on se servit de la réforme introduite en Autriche par J. I. Felbiger, abbé de Sagan, invité à cette fin de la Silésie Prussienne. Les principes de cette réforme se trouvaient résumés dans l'*Allgemeine Schulordnung* publiée à Vienne en 1774. C'est ce que, en substance, la *Ratio* avait également considéré comme base.

Conformément à ces principes, le nouveau système d'enseignement, clairement articulé, structuré d'en bas vers le haut, était basé sur le réseau inférieur des écoles populaires « nationales », de langue maternelle en trois variantes : écoles villageoises avec un instructeur (*scholae paganae*), écoles des bourgades avec deux instituteurs (*scholae oppidanae*) et écoles urbaines avec trois instituteurs (*scholae urbanae*). Parmi ces dernières, une place particulière était réservée aux écoles ayant quatre instituteurs et quatre classes. Ces écoles appelées « normales », représentaient une norme pour les autres, elles devinrent des écoles modèles de district et en même temps les premières écoles de formation pratique des maîtres en Hongrie. Quelques élèves instituteurs de Hongrie reçurent une formation pratique dans la première école modèle autrichienne ouverte en 1771 à Vienne. En Hongrie, la première école modèle fut créée dès avant la *Ratio* à Presbourg en 1775, avec la participation active de Felbiger. Conformément aux stipulations de la *Ratio*, les écoles modèles centrales des autres districts étaient organisées par les inspecteurs compétents de l'enseignement populaire en 1777/78, de Buda jusqu'à Zagreb. C'est là que des professeurs

¹⁶ E. Fináczy : *op. cit.* II

¹⁷ D. Kosáry : *Népiskolák Magyarországon 1771-ben* (Ecoles populaires en Hongrie en 1771), in : *Pedagógiai Szemle* 1975, pp. 674-679.

spéciaux enseignaient aux futurs instituteurs la calligraphie, la géométrie architecturale, le dessin et la musique.¹⁸ Désormais, les futurs instituteurs devaient achever le premier cycle du lycée, et obtenir ensuite une formation méthodique dans les écoles « normales ». Les appointements du nouveau corps enseignant étaient réglementés et même augmentés de façon homogène, et l'on cherchait aussi à lui assurer un plus grand estime social.

Le pas suivant était la mise en place de l'organisation des écoles « nationales », ce qui nécessitait l'élévation du niveau des écoles existantes et la fondation de nouvelles. L'administration ne cessait d'y inciter les villes. Elle voulait statuer un bon exemple aux propriéétaires fonciers en développant les écoles des villes minières, celles des domaines du Trésor et de la Chambre. Partout c'est la magistrature urbaine ou le seigneur terrien qui devaient pourvoir aux besoins fondamentaux de l'école : du terrain et du bâtiment, mais la population aussi devait assumer certaines charges.¹⁹

Pour délibérer des questions du programme et du règlement scolaire, non prévues dans la *Ratio*, les inspecteurs des écoles populaires se réunirent à Buda, au printemps 1778. Par la suite, dans toute affaire de ce genre on se reportait au « Projet de Buda » (*Proiectum Budense*) élaboré à cette conférence. Vu que dans le texte de la *Ratio* aucune mention directe n'est faite de l'enseignement général obligatoire, certains historiens ont mis plus tard en doute que la *Ratio* eût adopté ce principe. En réalité, le projet de Buda interprétait les stipulations de la *Ratio* dans ce sens que les enfants, indépendamment de la volonté des parents, sont obligés de fréquenter l'école et que les autorités locales doivent empêcher les absences. Ceci fut réglementé par décret. En principe, l'enseignement général obligatoire fut donc réellement introduit en Hongrie à cette époque.²⁰

¹⁸ Gy. Xantus : *Hazai rajzoktatásunk története. I. A rendszeres iskolai rajzoktatás kezdete* (Histoire de l'enseignement du dessin en Hongrie. I. Début de l'enseignement systématique du dessin dans les écoles), in : *Tantárgytörténeti tanulmányok I.* (Etudes sur l'histoire des programmes scolaires), Budapest, 1960, pp. 371–388. C'est de l'enseignement du dessin aux écoles modèles que sont nées les écoles de dessin industriel. En 1786, leur fréquentation était obligatoire pour les apprentis de vingt-deux métiers (corporations). Pour l'importance de cette mesure du point de vue des arts décoratifs voir : H. Szabolcsi : *Magyarországi bútorművészet a XVIII–XIX. század fordulóján* (L'art du meuble en Hongrie à la charnière des XVIII–XIX^e siècles), Budapest, 1972.

¹⁹ Une littérature récente, assez abondante, parle des conditions locales à l'époque dans différents comitats, cf. J. Kanyar : *Adatok Somogy megye művelődéstörténetéhez a XVIII. század második felében. 1770–1789* (Contributions à l'histoire culturelle du comitat de Somogy dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. 1770–1789), in : *Somogy megye múltjából. I.* (Du passé du comitat de Somogy. I.), Kaposvár, 1970, pp. 55–92 ; M. Móra : *A Ratio Educationis megvalósítására irányuló törekvések Fejér megye népiskoláiban* (Efforts déployés dans les écoles populaires du comitat de Fejér en vue de mettre en vigueur la Ratio Educationis), in : *Fejér megyei történeti évkönyv* (Annuaire historique du comitat de Fejér), 1973, pp. 199–214 ; I. Kotnyek : *A zalai népoktatás az I. Ratio Educationis bevezetésekor* (L'instruction populaire au comitat de Zala au temps de l'introduction de la première Ratio Educationis), in : *Pedagógiai Szemle*, 1977, pp. 1037–1045.

²⁰ Et cela bien que, en 1786, Joseph II ait considéré nécessaire de promulguer de nouveau la scolarité obligatoire, et en 1788 de fixer l'âge de scolarité obligatoire de 6 à 12 ans. Cf. J. Barta, fils : *A nevezetes tollvonás* (Le fameux trait de plume), Budapest, 1978, p. 95.

Les modestes instruments de travail traditionnels de l'enseignement primaire (catéchisme, abécédaire) étaient avant tout de caractère religieux, mais de nouveaux manuels scolaires furent publiés par des organes laïques. Les premiers abécédaires hongrois-allemands et slovaques-allemands, exécutés d'après le livre autrichien de Felbiger qui, lui, suivait des modèles prussiens, parurent en 1777. La version hongroise était l'œuvre de Miklós Révai, éminent écrivain et linguiste. A la conférence de Buda de 1778, les inspecteurs se préoccupèrent de la mise au point d'autres livres scolaires hongrois, allemands, croates, serbes, ruthènes et roumains, qui parurent bientôt dans l'édition des Presses Universitaires de Buda. C'est à ce moment-là que fut lancée l'édition de la première série de livres scolaires en langue hongroise pour les écoles populaires, livres d'un bon niveau, contenant entre autres des textes de Révai sur l'orthographe hongroise (1780), sur l'architecture et sur l'agriculture.²¹

Sous le règne de Joseph II l'administration apporta un soin particulier au développement de l'enseignement populaire. Dans la décennie du joséphisme, le nombre des écoles populaires s'accrut à une cadence relativement rapide et dans une mesure importante. Nous ne disposons pas encore de données d'ensemble. Nous savons par contre qu'au cours de l'année scolaire 1788-1789, malgré les conditions dures de la guerre turque, 25 écoles « nationales » plus importantes et 464 écoles populaires plus simples furent créées en Hongrie. Nous savons en outre que les 1189 nouvelles paroisses catholiques, organisées après la dissolution des ordres monastiques, devaient, selon les prescriptions, être dotées d'une nouvelle école. Or dans la seconde moitié de la décennie joséphiste, l'augmentation la plus notable du nombre des écoles fut réalisée par les confessions dont le retard était le plus grand, ainsi par les orthodoxes. Il convient d'ajouter que sous le règne de Joseph II, on trouve en nombre croissant des écoles « nationales » urbaines de quatre classes, en dehors des écoles modèles. Ce sont ces deux sortes d'école primaire de niveau plus élevé, de quatre classes, qu'on appelait à l'époque « école principale » (*Haupt-Schule*).

En été 1785 Joseph II adopta le projet de réforme des écoles populaires de Gottfried van Swieten ; aux termes de ce projet de caractère réellement nouveau, il fallait créer dans les localités à plusieurs confessions, de nouvelles écoles populaires « communes », c'est-à-dire interconfessionnelles. Les mêmes instituteurs, protestants et catholiques, y enseignaient ensemble, selon le programme prescrit par l'Etat, les enfants catholiques et protestants. Les écoliers de diverses confessions n'avaient de classes séparées que pour l'enseignement religieux. Il va sans dire que cette idée se heurtait dans toutes les Eglises à une forte résistance. Du côté du clergé catholique parce que de cette façon-là des enfants catholiques étaient enseignés par des instituteurs protestants, chose parfaitement inadmissible, voire répréhensible dans un ordre d'idées traditionnel. Les confessions protestantes, surtout les calvinistes, se montraient réfractaires, malgré les avantages évidents, pour la même raison qu'ils

²¹ Á. Kiss : *A magyar népiskolai tanítás története I.* (Histoire de l'enseignement populaire en Hongrie I), Budapest, 1881, p. 239. Pour l'activité de Révai en tant qu'auteur pédagogique voir : *Magyar irodalomtörténeti bibliográfia II* (Bibliographie de l'histoire littéraire hongroise II), Budapest, p. 707.

avaient évoquée en refusant d'emblée l'idée de soumettre leurs écoles confessionnelles au contrôle de l'Etat. Ferenc Kazinczy cependant, ce jeune écrivain progressiste lui-même calviniste, était fier d'avoir créé, ou modernisé, pendant les trois premières années de son service, 124 écoles dont 19 écoles « communes » de ce type.

C'étaient les protestants qui s'opposèrent le plus catégoriquement à la réforme de l'enseignement. Mais c'est du côté protestant que partit l'idée de continuer à développer le projet de réforme de manière indépendante. Sámuel Tessedik, pasteur luthérien éclairé et josphiste de Szarvas fonda en 1780 une école pratique à l'intention des enfants paysans, en y mettant en pratique les expériences de son voyage d'étude en Allemagne et les enseignements de la pédagogie philanthropique allemande.²² Tessedik accepta les nouvelles prescriptions de la « norme » d'Etat, mais il les compléta par l'enseignement de connaissances pratiques, économiques et scientifiques dont le jeune paysan pouvait réellement avoir besoin à l'avenir. Il commença par créer une petite exploitation agricole expérimentale de 6 arpents dont il fit ensuite une école modèle de 3 classes dispensant un enseignement régulier. Les enfants apprenaient à lire, à écrire et à compter mais ils devaient en même temps s'acquérir des connaissances d'histoire naturelle, d'agriculture, d'horticulture, etc., et s'occupaient également de la culture d'arbres fruitiers, d'apiculture et élevaient des vers à soie. Tessedik qui en 1787 reçut de Joseph II un diplôme d'honneur et une médaille d'or, entreprit en 1789 d'agrandir son école, et envisagea la possibilité de créer plusieurs écoles de ce genre dans le pays. Plus tard, cependant, après l'échec des tendances éclairées, sa propre entreprise fut également amenée au bord de la crise.

Chez les Serbes orthodoxes, l'enseignement populaire resta longtemps très en arrière de l'enseignement catholique et protestant. L'administration commença la réorganisation en 1776, dans le Banat de Temes.²³ A cette époque, il n'existait guère que 62 petites écoles orthodoxes, ce qui signifie que dans les trois quarts des localités à population orthodoxe, l'instruction n'était pas assurée. C'est à Temesvár que furent alors fondées une école modèle pour les stagiaires et une école normale d'instituteurs. Le directeur et l'inspecteur des écoles populaires orthodoxes Teodor Janković-Mirijewski, était une illustre figure de la culture serbe qui avait fait connaissance avec les nouvelles méthodes à Vienne auprès de Felbiger. Peu après, la tsarine Catherine II demanda à la cour de Vienne un expert, et elle l'invita en 1782 pour mettre en place en Russie un réseau scolaire conforme à des normes établies.²⁴ A ce moment-là, son district disposait déjà de 293 instituteurs orthodoxes d'une

²² I. Wellmann : *Un représentant des Lumières en Hongrie à la fin du XVIII^e siècle*, in : *Les Lumières en Hongrie, en Europe centrale et Europe orientale. Actes du deuxième Colloque de Mátrafüred, du 2 au 5 octobre 1972*, Budapest, 1975, pp. 65-71 ; L. Tóth : *A Ratio Educationis hatása Tessedik Sámuel pedagógiai reformtevékenységére* (L'influence de la Ratio Educationis sur l'activité réformatrice pédagogique de Sámuel Tessedik), in : *Pedagógiai Szemle*, 1977, pp. 1015-1027.

²³ H. Wolf : *Das Schulwesen des Temesvarer Banats im XVIII. Jahrhundert*, Baden bei Wien 1935. H. Fietz : *Die Einrichtung eines Schulwesens für Rumänen und Serben im Kaiserlichen Banat, 1718-1778. Südostdeutsches Archiv* 1966, pp. 186-219 ; Philip J. Adler : *Habsburg School Reforms among the Orthodox Minorities 1770-1780. Slavic Review* 1974, pp. 23-45.

²⁴ I. Sey : *T. I. Jankovics és az orosz iskolarendszer XVIII. századi újjászervezése* (Jankovics et la réorganisation au XVIII^e siècle du système scolaire russe), in : *Pedagógiai Szemle* 1970, pp. 143-151.

nouvelle formation. Les districts de Pécs et de Zagreb furent également pourvus d'inspecteurs serbes orthodoxes formés à Vienne.

C'est à l'époque de Joseph II que les premières tentatives importantes furent entreprises en vue d'organiser le réseau d'écoles populaires pour les Roumains de Transylvanie et de Hongrie, appartenant à l'Église orthodoxe, d'une part, et à l'Église uniate de l'autre.

La première école « normale » fut fondée pour les Roumains uniates en 1782 en Transylvanie, dans l'important centre ecclésiastique et scolaire Balázsfalva (Blaj). Son directeur, qui fut aussi inspecteur des écoles populaires des Roumains uniates de Transylvanie, était l'éminent auteur Gh. Șincai. Șincai avait également suivi les cours de Felbiger à Vienne, et avait remanié ses livres scolaires à l'usage des écoliers et des instituteurs roumains.²⁵ Selon ses propres paroles, il avait réussi à créer, pendant la durée de son service de douze ans, près de trois cents écoles. La deuxième école modèle des Roumains uniates fut fondée en 1784 à Nagyvárad (Oradea). Son directeur et en même temps inspecteur des autres écoles populaires uniates du district, S. Magyar écrivit un abécédaire roumain d'après l'ouvrage de Felbiger remanié par Miklós Révai.²⁶

Vu la pauvreté des villages, l'organisation des écoles populaires orthodoxes se heurtait à beaucoup de difficultés en Transylvanie. En 1782 Ion Molnár-Piuariu, éminent oculiste roumain, instituteur dans une des écoles du I^{er} régiment roumain de gardes-frontière, soumit à l'administration une proposition visant la création de 70 écoles populaires.²⁷ Un peu plus tard, en 1784, l'écrivain Ion Budai-Deleanu, alors employé du conseil de guerre de Vienne, fut chargé d'adapter le manuel méthodique de Felbiger à l'usage des instituteurs roumains orthodoxes, avec un texte roumain et allemand (1785). Enfin, au début de 1784, on fonda à Nagyszében (Sibiu, Hermannstadt), une école modèle roumaine orthodoxe, dont la direction, ainsi que celle des écoles populaires roumaines orthodoxes, fut confiée à D. Eustatievici.²⁸

Les affaires scolaires des juifs de Hongrie commencèrent à sortir, également à cette époque, de leurs étroites limites confessionnelles pour s'élever au niveau de l'instruction publique conforme à l'époque. En 1781, Joseph II publia un édit selon

P. Polz : *Theodor Janković und die Schulreform in Russland*, in : *Die Aufklärung in Ost- und Südosteuropa*, Köln-Wien 1972, pp. 119-174 ; S. K. Kostić : *Ausstrahlungen deutscher literarisch-volkstümlicher Aufklärung im südslawischen Raum*, *ibid.* pp. 175-194.

²⁵ V. Netea : *La philosophie des Lumières, arme de combat pour l'émancipation du peuple roumain*, in : *Revue Roumaine d'Histoire*, 1969, pp. 687-696 ; D. Prodan : *Gheorghe Șincai*, in : *Rumanian Studies*, ed. K. Hitchins. I. Leiden, 1970 ; I. Lungu : *Les Lumières en Transylvanie et le josphisme. Cahiers roumains d'études littéraires* 2/1977, pp. 70-86.

²⁶ V. Bolca : *Școala normală Română unită din Oradea, 1784-1934*, Oradea, 1934 ; L. Gáldi : *Simeon Magyar, ein rumänischer Pionir der josephinischen Schulreform*, Budapest, 1941. Tirage à part de *Archivum Europae centro-orientalis*.

²⁷ Z. I. Tóth : *Az erdélyi román nacionalizmus első százada* (Premier siècle du nationalisme roumain en Transylvanie), Budapest, 1946, p. 315 ; L. Protopopescu : *Contribuții la istoria învățământului din Transilvania, 1774-1805*, Bucarest, 1966.

²⁸ I. Lupaș : *Cea mai veche școala normală în România integrată*, in : *Studii* I. pp. 307-311.

lequel les communautés religieuses juives devaient créer des écoles populaires de type nouveau où l'enseignement était dispensé en allemand correct, et non en allemand yiddish. La première nouvelle école fut ouverte en 1783 à Presbourg, la deuxième en 1784 à Óbuda (Vieille Buda).²⁹ Nous avons connaissance de vingt-deux nouvelles écoles juives de ce genre pendant l'époque de Joseph II.

IV

L'enseignement secondaire se basait sur les écoles primaires, surtout sur les écoles urbaines. Auparavant, l'enseignement primaire était partiellement dispensé dans les petites classes de lycées, et la majorité même des élèves fréquentaient ces classes. Maintenant la *Ratio* stipulait qu'aux écoles secondaires on ne pouvait admettre que des élèves ayant accompli leur dixième année, et terminé leurs études « élémentaires ».

Les lycées comprenaient cinq classes. Le premier cycle, de trois classes, était encore consacré en premier lieu à l'enseignement de la grammaire latine. Il y avait ce que l'on appelait les petits lycées ou écoles de grammaire, qui n'avaient que trois classes. Dans les deux classes supérieures, la langue de l'enseignement était également le latin. Dans les écoles plus importantes, l'enseignement se terminait par un cours de « philosophie » dans le cadre duquel les élèves s'acquéraient aussi les éléments de la physique et des mathématiques correspondant à l'époque.

Après la liquidation de l'organisation scolaire des jésuites et l'introduction de la *Ratio*, le premier souci de l'administration était de réorganiser les neuf « lycées supérieurs » (*archigymsium*), dont le plus grand, celui de Presbourg avait près de 300 élèves. Les nouveaux professeurs y étaient des laïcs, qui pour poser leur candidature avaient dû passer des concours. Ces neuf premiers lycées furent suivis par les lycées « royaux catholiques », c'est-à-dire relevant du secteur étatique. Là aussi, on avait besoin d'un grand nombre de nouveaux enseignants, chaque classe ayant désormais son propre professeur. Il est donc compréhensible que l'Etat n'était pas à même de remplir toutes les places vacantes par ses enseignants laïcs. Aussi, une partie des anciens lycées des jésuites était-elle confiée, temporairement, à d'autres ordres enseignants, surtout aux piaristes qui disposaient déjà de plus de vingt écoles secondaires, dont les lycées de Pest et de Vác, avec quelques centaines d'élèves, étaient particulièrement importants. Les piaristes s'adaptèrent avec plus de souplesse aux besoins de la société, surtout de la noblesse, et enseignaient une philosophie éclectique qui tenait compte aussi des acquis modernes des sciences.

La mise en pratique des nouvelles normes plus élevées entraîna, bien entendu, la dégradation de certains « petits lycées » en école primaires, et pour la même raison, quelques lycées, auparavant de plein exercice, se transformèrent en « petits lycées ». Ainsi, le nombre des écoles secondaires diminua dans une certaine mesure, mais en même temps leur niveau s'éleva.

²⁹ B. Mandl : *A magyarországi zsidók tanügye II. József alatt* (L'instruction publique des juifs de Hongrie sous le règne de Joseph II), Budapest, 1901, tirage à part.

En 1785, dans le secteur catholique de l'État, il y avait en Hongrie huit lycées supérieurs (neuf avec celle de Croatie), 29 (33) lycées complets, 19 (20) écoles de grammaire, c'est-à-dire 56 (avec la Croatie 62) écoles secondaires avec, en tout, 5125 élèves. En même temps fonctionnaient en Transylvanie, sous la direction de différents ordres monastiques, 10 lycées et 7 petits lycées, soit au total 17 écoles secondaires catholiques. En plus des 79 écoles secondaires catholiques et étatiques, le secteur ecclésiastique protestant avait 47 écoles secondaires, dont 14 écoles luthériennes, 21 écoles calvinistes dans la Hongrie proprement dite, et 5 écoles calvinistes (hongroises), 5 luthériennes (saxonnes) et 2 unitariennes (hongroises) en Transylvanie, tous des lycées et collèges dont nous connaissons le nom. Ajoutons-y encore deux lycées roumains uniates en Transylvanie, l'un à Balázsfalva (Blaj) attaché depuis 1754 au séminaire, l'autre, plus récent, à Naszód (Nasaud), sous l'égide du II^e régiment roumain de gardes-frontière. Selon nos connaissances actuelles, il y avait donc en Hongrie, en Transylvanie et en Croatie en tout près de 130 établissements scolaires, que l'on peut qualifier d'école secondaire, mais qui étaient, naturellement, différents quant à leur grandeur et à leur niveau.³⁰ Ce chiffre est assez important, surtout dans l'Europe de l'Est de cette époque.

Dans les collèges protestants, que leurs Églises avaient pratiquement réussi à soustraire au contrôle de l'Etat, les réformes de l'absolutisme éclairé n'avaient pas été mises directement en vigueur, mais elles n'en agissaient pas moins dans une certaine mesure, indirectement. Tout d'abord, il y avait le fait qu'afin de parer à l'intervention de l'Etat, les Eglises protestantes cherchèrent également à réaliser certains changements modestes. La critique éclairée se manifestait aussi à l'intérieur du camp protestant. Plus important était cependant l'effet de la tolérance confessionnelle, appliquée progressivement par l'absolutisme éclairé, et qui assura aux écoles protestantes une situation plus avantageuse, moins menacée. Les tendances visant leur limitation, voire leur liquidation, disparurent. Après la *Ratio*, puis l'Edit de Tolérance, les protestants commencèrent également à développer leur système scolaire. Les cinq principaux collèges luthériens (Presbourg, Sopron, Késmárk = Kežmarok, Lőcse = Levoča, Eperjes = Prešov) réussirent relativement bien à survivre à ces temps difficiles. Les calvinistes possédaient en Hongrie deux grands collèges (Debrecen, Sárospatak) et trois grands collèges en Transylvanie (Kolozsvár = Cluj-Napoca, Marosvásárhely = Tîrgu Mureş Nagyenyed = Aiud). En dehors du lycée complet, ces collèges avaient encore un cycle supérieur pour l'enseignement de la philosophie et de la théologie. Autour de ces établissements centraux se trouvaient les « particules » dont les professeurs étaient formés dans les centres. Le plus important parmi tous les collèges calvinistes, et en général protestants, celui de Debrecen disposait de considérables ressources matérielles, provenant des fondations remontant partiellement à l'aide des Anglais, des Hollandais et des Suisses. L'école avait vers 1790 près de 2300 élèves, y compris les élèves des écoles primaires et les 378 étudiants du cycle supérieur.

³⁰ Gy. Kornis : *A magyar művelődés eszményei* (Les idéaux de la culture en Hongrie), I. Budapest, 1927. Nous ne pouvons évidemment pas entrer ici dans les détails de l'abondante littérature concernant les écoles protestantes.

V

L'absolutisme éclairé a beaucoup fait pour développer et pour moderniser l'enseignement supérieur. A Selmec (Banská Štiavnica, Schemnitz) il y avait depuis 1735 une école formant des officiers de mine qui fut élevée en 1763–1770 au niveau d'École Minière appelée à former des ingénieurs des mines pour toute la Monarchie.³¹ Vu que c'est surtout dans les domaines de la métallurgie et de la chimie que l'on devait assimiler des méthodes modernes susceptibles de rendre plus rentables le traitement des minerais pauvres, on créa en premier lieu la chaire de chimie, de minéralogie et de métallurgie, suivie d'une chaire de mathématiques et de mécanique minière, et enfin une chaire de l'exploitation des mines. Des professeurs éminents, au début surtout des spécialistes autrichiens, avaient obtenu de si bons résultats, notamment dans l'enseignement pratique et dans les laboratoires, qu'à une des séances de la Convention à Paris, en été 1794, l'académie de Selmec, dont la renommée s'accroissait rapidement, fut citée comme un exemple à suivre. Entre 1770–1846, 47,8% des étudiants au nombre de 3248, représentaient la Hongrie proprement dite, 56,2% la Hongrie avec la Croatie et la Transylvanie. Le reste était venu des autres pays de la Monarchie, et de pays étrangers. La langue de l'enseignement était l'allemand. Il est à noter que, malgré la structure féodale du pays, 80% des étudiants de l'académie étaient d'origine roturière. Ils devaient être ensuite employés en grande partie dans les entreprises du Trésor et de la Chambre.

Le nouvel Etat avait aussi besoin de fonctionnaires compétents dans le domaine de la comptabilité, de la gestion des finances, ainsi que des travaux d'ingénieur en hydraulique et construction. La modernisation inévitable du pays, si minime qu'elle fût, impliquait tant de tâches sur le plan de la régularisation des cours d'eau, qui devaient être rendus navigables, du dessèchement des marais, de la construction de routes, de la cartographie, de la construction de bâtiments publics, que rien ne pouvait être entrepris sans un nombre suffisant de spécialistes bien formés. Il n'était plus possible de faire venir tous ces spécialistes d'Autriche ou de les y former, il fallait commencer incontinent de former des comptables et des ingénieurs en Hongrie.

Au début, l'administration pensait pouvoir résoudre ces deux tâches à l'aide d'un et même genre d'école. La première fut créée à Szempc, sous la direction des piaristes, et elle reçut le nom de *Collegium scientiarum politico-oeconomico-camerarium*. Pendant la décennie de son fonctionnement, elle a donné des diplômes à 105 étudiants, dont plusieurs éminents ingénieurs en hydraulique. Bientôt, il parut cependant plus utile d'assurer une formation spécialisée sous direction laïque, séparément pour les finances et l'administration, et pour la technique et les sciences d'ingénieur. La faculté des lettres de l'université se chargea de la formation des ingénieurs ; en ce qui concerne les fonctionnaires, quatre « Académies royales » furent

³¹ J. Vlachović : *Die Bergakademie in Schemnitz im XVIII. Jahrhundert, Studia Historica Slovaca* 1964, pp. 103–139. F. Szabadváry : *Die Gründung der Bergakademie Selmec (Schemnitz) und ihre bahnbrechende Bedeutung für den chemischen Unterricht in der Welt, Periodica Polytechnica, Chemical Engineering* 1963, No 2, pp. 127–133.

créées à cette fin en 1777, et une cinquième plus tard, cette dernière, l'Académie de Zagreb, à partir de l'ancienne école de Varasd en Croatie.

Les étudiants admis à ces Académies royales pouvaient suivre soit un cours philosophique, soit un cours de droit, les deux d'une durée de deux ans. Dans le cadre du cours philosophique aussi, on cherchait à inculquer aux étudiants des connaissances pratiques.

En physique, on leur enseignait par exemple avant tout ce qui était « utile de savoir dans l'agriculture, dans les différents métiers et dans l'exploitation des mines. » En mathématiques, on ménageait une place importante aux sciences dites appliquées, telle l'hydretechnique et l'architecture (*architectura civilis*).³² Dans les domaines de l'histoire naturelle, l'accent était mis sur les notions de l'agriculture.

Pour ce qui est du cours de droit, on cherchait à réduire les matières purement théoriques, pour enseigner surtout le droit public hongrois, précédé par le droit naturel et le droit international de Martini, l'histoire du droit hongrois, le droit civil et le droit coutumier du pays, le droit pénal et le code de procédure civile, ces deux derniers sur la base du *Codex Theresianus*. Il y avait en outre des cours de sciences politiques et d'administration publique, ainsi que des cours de commerce et de finances (*res aeraria*), essentiellement sur la base des ouvrages de Sonnenfels, mais compte tenu en particulier des conditions de la Hongrie en ce qui concerne le commerce, l'artisanat et les problèmes de la manufacture. En bref on enseignait donc surtout les disciplines dont les futurs fonctionnaires de l'administration avaient besoin.

La réorganisation de l'université fut amorcée dès 1769/70 à Nagyszombat (Trnava), mais n'arriva à son étape décisive qu'en 1777, lorsqu'on transféra l'université à Buda, centre du pays, pour l'installer dans le palais royal. Le nouveau brevet royal fut proclamé le 25 mars 1780 à l'inauguration solennelle. C'est en 1784 que l'université fut transférée de Buda à Pest.

L'absolutisme éclairé contribua sur tous les plans à faire de Pest-Buda de nouveau le centre de la Hongrie, sa future capitale. Dans le domaine culturel, l'université joua un rôle considérable dans ce processus,³³ et d'autant plus que, dans une certaine mesure, elle fut revêtue d'un rôle de direction et de surveillance sur les académies royales, sur l'édition des livres scolaires et scientifiques. Les professeurs, avec parmi eux d'éminents spécialistes connus, surtout à la faculté de médecine et à la faculté des Lettres, formaient un milieu scientifique qui n'avait pas d'égal dans le pays. Ils entretenaient des contacts avec les fonctionnaires des principaux organes gouvernementaux (*dicasteria*), transférés vers la même époque de Presbourg à Buda, tels que le Conseil de Lieutenance et la Chambre. C'est ainsi que se

³² Quant à l'importance de cette discipline voir : M. Mojzer : *Architectura civilis. Iskolás művészet a XVIII. századi építészetben* (Arch. civ. Art académique dans l'architecture du XVIII^e siècle), in : *Művészettörténeti Értesítő* (Bulletin de l'Histoire de l'Art) 1967, pp. 103-118.

³³ É. H. Balázs : *A magyarországi felsőoktatás a felvilágosult abszolútizmus korában* (Enseignement supérieur en Hongrie à l'époque de l'absolutisme éclairé), in : *Felsőoktatási Szemle* (Revue de l'Enseignement supérieur) 1968, pp. 407-413.

rencontraient désormais régulièrement les représentants de diverses tendances éclairées : les partisans de l'absolutisme éclairé, ceux du programme nobiliaire éclairé et ceux des réformes antiféodales. Dans les maisons seigneuriales, dans les loges de franc-maçons, au cours de différentes réunions, il commença à se former un nouveau public urbain, à multiples facettes et d'un niveau intellectuel élevé, dont certains membres devinrent partisans des réformes éclairés, et ensuite du mouvement hongrois des jacobins.

La faculté des Lettres de l'université, ayant jusque-là une situation assez subordonnée, commença à cette époque à s'acquérir une certaine indépendance et à se développer.³⁴ Jusqu'en 1769 elle ne disposait que de trois chaires : celle de logique, à laquelle fut jointe l'éthique, celle de physique et celle de mathématiques. En 1784 il y en eut déjà quatorze, et la durée des études fut élevée de deux ans à trois. Encore plus important était l'élargissement des programmes vers les sciences sociales, surtout vers l'histoire, d'une part, et vers les sciences, les connaissances agraires et techniques de l'autre.

Une nouvelle chaire fut créée pour la caméralistique politique (transférée plus tard à la faculté de droit), pour l'histoire, l'histoire naturelle, l'agriculture, l'astronomie, l'esthétique, et ensuite deux autres chaires pour les mathématiques, trois chaires supplémentaires pour l'étude des sources historiques (paléographie, héraldique et sigillographie, numismatique et archéologie), et une chaire supplémentaire pour la langue allemande. Les cours d'agriculture étaient confiés à Lajos Mitterpacher, auteur d'un grand nombre d'excellents ouvrages.³⁵

Le développement de la chaire de « hautes mathématiques appliquées » mérite d'être mentionné à part. On y étudiait l'hydraulique, la mécanique, l'architecture, sous le nom d'ensemble de « géométrie pratique », c'est-à-dire que, dès le début, la chaire formait des ingénieurs. Cet enseignement reçut un cadre spécial, plus évolué, institutionnel, lorsque, en 1782, sur la proposition de l'université, Joseph II fonda, par l'ordonnance du 30 août 1782, l'Institut d'Ingénieurs (*Institutum Geometricum*).³⁶ Cet institut devenu célèbre par la suite continuait à fonctionner au sein de la faculté des Lettres, et était rattaché à la chaire de mathématiques appliquées, mais il formait en trois ans des ingénieurs, recrutés parmi les jeunes qui avaient déjà achevé le cours de philosophie et avaient passé l'examen d'admission. Désormais seuls les diplômés avaient droit de remplir des fonctions d'ingénieur. L'ordonnance motiva dans son introduction la fondation du nouvel institut par les besoins concrets du pays, en alléguant qu'en Hongrie on avait tout particulièrement besoin « des

³⁴ I. Szentpétery : *A bölcsészettudományi kar története 1635–1935* (Histoire de la faculté des lettres 1635–1935), Budapest, 1935 ; R. Rapaics : *A magyar biológia története* (Histoire de la biologie hongroise), Budapest, 1935 ; J. M. Zemplén : *A magyarországi fizika története a XVIII. században* (Histoire de la physique en Hongrie au XVIII^e siècle), Budapest, 1964 ; B. Szénássy : *A magyarországi matematika története a 20. század elejéig* (Histoire des mathématiques en Hongrie jusqu'au début du XX^e siècle), Budapest, 1970.

³⁵ J. Barta : *Mezőgazdasági irodalmunk a XVIII. században* (Littérature agricole dans la Hongrie du XVIII^e siècle), Budapest, 1973.

³⁶ F. Fodor : *Az Institutum Geometricum*, Budapest, 1958.

sciences de la construction hydraulique et de la mécanique ». Les nouveaux postes techniques et économiques, considérés par l'absolutisme éclairé comme indispensables, exigeaient des équipes de nouveaux spécialistes de bonne formation. Ils étaient nécessaires pour la régularisation des cours d'eau, pour créer des voies d'eau navigables, pour organiser un réseau étatique des ingénieurs, pour établir des cartes géographiques, pour assurer les travaux d'arpentage tout comme le recensement tant détesté par les nobles rétrogrades (puisqu'il servait de préparation au nouveau système d'imposition). Ces travaux, auxquels participaient déjà les diplômés du nouvel institut, favorisaient le développement de la technique moderne, de la cartographie et de la statistique. Les tâches ont, en effet, survécu au régime politique josphiste. Entre 1782 et 1850, l'Institut d'Ingénieurs a donné au pays 1278 ingénieurs diplômés d'une formation de bon niveau.

La fondation, à la fin de 1769, de la nouvelle faculté de médecine de l'université fut un acte de grande importance.³⁷ Les cinq premiers professeurs étaient d'anciens étudiants de l'université de Vienne, dont seulement deux originaires de Hongrie. Ceci n'a rien de surprenant, l'institut était neuf et il se modelait tout naturellement sur la faculté de médecine réorganisée à Vienne; son premier directeur fut choisi par Van Swieten parmi ses propres élèves. Le diplôme de médecin exigeait cinq ans d'études. Un cours de deux ans de maître-chirurgien fut envisagé pour les élèves affranchis des corporations de chirurgiens, et un cours d'un an pour les pharmaciens. Dans la première décennie de son fonctionnement, la nouvelle faculté de médecine forma 55 médecins, 211 maîtres-chirurgiens et 43 pharmaciens. C'est surtout l'évolution de la formation des chirurgiens qui exigea de nouveaux enseignants. Tel était Sámuel Rác qui devait, d'office, faire des cours aux chirurgiens des villages et de l'armée qui ne comprenaient guère le latin, en leur langue maternelle hongroise. Rác s'acquitta des mérites dans le développement de la langue technique médicale hongroise.

En 1787, fut amorcée à l'université la formation des vétérinaires. La tâche fut confiée à Sándor Tolnay, élève du viennois J. A. Wolstein, qui l'assura en qualité de professeur extraordinaire.³⁸ Ajoutons que dès 1787 l'institut de chirurgiens et sages-femmes, créée en 1775 à Kolozsvár (Cluj-Napoca, Klausenburg) en Transylvanie, eut également un enseignant vétérinaire.³⁹

C'est encore l'université de Vienne qui servit de modèle pour la réforme de la faculté de droit. Les nouveaux principes étaient représentés par Martini et, pour le

³⁷ T. Györy : *Az orvostudományi kar története* (Histoire de la faculté de médecine), Budapest, 1931 ; J. Antal—R. V. Harkó—T. Vida : *Die Ofener Jahre der Medizinischen Fakultät nach Übersiedlung der Tyrnauer Universität, 1777–1784*, in : *Az Orvostörténeti Könyvtár Közleményei* (Communications de la Bibliothèque de l'Histoire de la Médecine), n° 57–59, 1971, pp. 141–153. Sur le rôle de József Winterl, premier professeur de chimie à la faculté de médecine, voir : S. Szabadváry—Z. Szökefalvi Nagy : *A kémia története Magyarországon* (Histoire de la chimie en Hongrie), Budapest, 1972.

³⁸ S. Kotlán : *A magyar állatorvosképzés története* (Histoire de la formation des vétérinaires en Hongrie), Budapest, 1941.

³⁹ J. Maizner : *A kolozsvári orvossebészeti tanintézet történetének vázlata 1775–1872* (Esquisse d'histoire de l'institut de chirurgie à Kolozsvár 1775–1872), Kolozsvár, 1896.

droit canon, par les adeptes hongrois du josphiste Riegger, constamment aux prises avec les partisans de la vieille conception.⁴⁰ En dehors de la chaire des sciences politiques et caméralistes, transférée ici de la faculté philosophique, on introduit comme nouveauté la statistique des Etats européens, ainsi que l'histoire universelle enseignée selon les méthodes de Gottingue par l'élève de Sonnenfels, Adalbert Barits, d'origine croate.

Après avoir connu quelques avanies, la faculté de théologie perdit sa première place dans la hiérarchie.⁴¹ Elle avait été d'abord transférée avec l'université à Buda, ensuite, en 1782, à Presbourg en tant qu'un des trois séminaires créés par Joseph II après la liquidation des séminaires diocésains. Les deux autres séminaires étant transférés en 1788 d'Eger et de Zagreb à Pest, l'université avait pendant un certain temps deux facultés de théologie. Dans les deux, les futurs ecclésiastiques étaient élevés dans un esprit nouveau, josphiste. C'est le séminaire de Pest qui a formé Gábor Dayka, poète lyrique d'origine plébéienne et d'esprit progressiste. Celui de Presbourg devint le premier foyer de la promotion de la langue et littérature nationales slovaques. C'est là qu'étudia Anton Bernolák.⁴²

Conformément à une tradition culturelle séculaire de Hongrie, beaucoup d'étudiants fréquentaient des universités étrangères. Sans être interrompue pour autant, cette tradition prit une forme quelque peu différente. Le nombre des étudiants hongrois de l'université de Vienne augmenta sensiblement du fait de la modernisation de celle-ci, surtout à la faculté de médecine, mais aussi, partiellement, à la faculté de droit et même à la théologie catholique. Dans le cas de la théologie, elle s'explique par le fait que pour des raisons de politique religieuse l'administration josphiste ne permit plus aux jeunes prêtres et moines de se rendre à Rome. Elle ne cherchait plus, par contre, à empêcher les voyages d'études à l'étranger des protestants, comme elle l'avait fait à l'époque de la guerre de Silésie. Or les protestants semblaient moins tentés par la Hollande, la Suisse ou l'Angleterre, que plutôt par les universités allemandes, les théologiens surtout par Iéna et Halle, et les jeunes gentilshommes plutôt par Gottingue où ils pouvaient étudier les méthodes éclairées des sciences politiques, de l'histoire et de la statistique.⁴³

*

⁴⁰ F. Eckhart : *A jogi és államtudományi kar története* (Histoire de la faculté de droit et de science politique), Budapest, 1935.

⁴¹ E. Hermann—E. Artner : *A hittudomány kar története, 1635–1935* (Histoire de la faculté de théologie 1635–1935), Budapest, 1938 ; B. Zolnai : *Pozsony és a jozefinizmus* (Presbourg et le josphisme), in : *Irodalomtörténeti Közlemények* (Communications sur l'Histoire Littéraire), 1957, pp. 202–215.

⁴² Šášky : *Bratislavsky generálny seminár a bernolákovské hnutí*, in : *K počiatkom slovenského národného obrozenie*, Bratislava 1964 ; Ján Tibenský : *Bernolák's influence and the origine of the Slovak awakening*, in : *Studia Historica Slovaca II*. 1965, pp. 104–149.

⁴³ D. Dümmerth : *Göttinga és a magyar szellemi élet*. (Gottingen et la vie intellectuelle en Hongrie), in : *Filológiai Közöny* (Bulletin de Philologie), 1961, pp. 351–373. É. H. Balázs : *A magyar jozefinisták külföldi kapcsolataihoz. A. Schlözer és tanítványai* (Sur les relations étrangères des josphistes hongrois. A. Schlözer et ses disciples), in : *Századok* (Siècles) 1963, pp. 1187–1204 ; idem : *Berzeviczy Gergely a reformpolitikus* (Gergely Berzeviczy le politicien réformiste), Budapest, 1967.

Sous la pression de la crise internationale et intérieure, le 26 janvier 1790 Joseph II révoqua ses édits, à l'exception toutefois de ceux relatifs à la tolérance confessionnelle, aux ministres des cultes et aux serfs. Il est évident que la chute du système politique josphiste se répercuta aussi dans l'instruction publique. Les Eglises catholiques et protestantes se pressèrent de liquider les écoles « communes ». A certains endroits, les comitats, organes administratifs autonomes de la noblesse, cessèrent d'organiser des écoles populaires d'un nouveau type. La bourgade Kaposvár, par exemple, qui s'était engagé en 1787 à créer une nouvelle école « nationale » de trois classes, reçut l'ordre du comitat de Somogy de retourner à l'enseignement « *more antiquo* ». ⁴⁴ Avec d'autres personnes, Kazinczy devait bientôt lui aussi quitter son poste.

La *Ratio*, antérieure au système josphiste, resta évidemment en vigueur, et des auteurs éclairés recommandaient même pendant un certain temps encore son développement afin qu'on pût continuer la réforme de l'éducation nationale. Toutefois, l'atmosphère politique ne tarda pas à changer. La cour et la noblesse, que la deuxième période, plus radicale, de la Révolution française avait fait reculer, cherchèrent maintenant de toutes leurs forces à limiter les objectifs de l'esprit des Lumières, et cela surtout après la répression du mouvement des jacobins hongrois (1795). La seconde *Ratio Educationis*, publiée en 1806, modifia la première dans un sens plutôt rétrograde.

La tradition nobiliaire hongroise considéra le système, souvent contradictoire, de l'absolutisme éclairé plutôt comme phénomène négatif et le jugea d'une manière peut-être trop défavorable. Les gentilshommes conservateurs étaient hostiles mêmes aux réformes, tandis que les gentilshommes éclairés voulaient leur opposer leur propre programme national, la modernisation de l'ancien système féodal de représentation. Les anciens partisans du système josphiste, des Hongrois antiféodaux, intellectuels, qui avaient pris part au mouvement jacobin, furent exécutés, emprisonnés ou réduits au silence. Il est évident que l'absolutisme éclairé n'avait nullement l'intention, même dans le domaine de l'enseignement, d'introduire des réformes bourgeoises et d'amener la chute du féodalisme. Mais il est tout aussi certain qu'à l'intérieur du système féodal, il cherchait à atteindre un niveau plus élevé et plus moderne que tout ce qui avait précédé et que, par rapport aux conditions existantes, il fit un pas important en avant dans la Hongrie multinationale, surtout par la réforme de l'enseignement. Bien des éléments positifs du système josphiste ont survécu. Non seulement l'Ecole Minière, les Académies royales, la nouvelle faculté de médecine et les chaires modernisées de la faculté des Lettres ont continué à fonctionner, mais aussi l'Institut d'Ingénieurs fondé par Joseph II.

⁴⁴ J. Kanyar : *Kaposvár mezőváros művelődéstörténetéből a kései feudalizmus idején* (De l'histoire culturelle de la bourgade Kaposvár au temps de la féodalité tardive), in : *Somogy megye múltjából* (Du passé du comitat de Somogy), IV. Kaposvár, 1979, pp. 129-157.

Un des principaux mérites de la réforme scolaire de l'absolutisme éclairé dans l'enseignement consistait précisément à avoir contribué à la formation d'une nouvelle intelligentsia moderne, laïque, ayant une formation technique spécialisée, d'origine partiellement roturière, voire plébéienne.⁴⁵

Д. Кошари

ШКОЛЬНЫЕ РЕФОРМЫ В ВЕНГРИИ,
ПРОВЕДЕННЫЕ
ПРОСВЕЩЕННЫМ АБСОЛЮТИЗМОМ (1765–1790)

Первое всеобъемлющее урегулирование государством просвещения в Венгрии произошло в 1777 году, выдачей королевского приказа *Ratio educationis*.

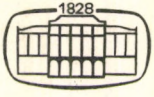
Благодаря этому Венгрия получила самостоятельную систему просвещения в рамках Габсбургской монархии, хотя данная система во многом походила на свой австрийский образец. Автор статьи рассматривает основные общие черты системы, останавливаясь и на мероприятиях по народному просвещению, предшествовавших этому приказу, а также и на его изменениях, произведенных позднее, при Йосифе II. Автор указывает на то, что данное мероприятие полностью соответствует программе просвещенного абсолютизма в Габсбургской монархии, для которой были характерны стремления к модернизации просвещения и к сокращению роли церковных школ в просвещении. Освещается поведение протестантских церквей в связи с контролем со стороны государства, а также вопрос о языке преподавания в школах. Затем автор рассматривает вопрос о том, какое влияние имели эти реформы на разные уровни народного просвещения. Говорится также о принятии принципа всеобщего обязательного обучения, о значительном росте количества «национальных» начальных школ, где дети обучались на их родном языке, о развитии системы образцовых «нормальных» школ, служивших и целям подготовки учителей, а также о новой попытке создания «смешанных» школ для детей различных вероисповеданий. Анализируя результаты реформы среднего образования, автор констатирует, что в данный период в Венгрии, включая и территорию Хорватии и Трансильвании, действовало около 130 учебных заведений, которые можно называть средними, в том числе 79 католических государственных школ. Автор в заключение подчеркивает значение проведенных в области просвещения реформ. Наряду с созданием горной академии, камеральных школ, королевских академий заслуживает внимания реорганизация университета, переведен-

⁴⁵ Un des principaux traits positifs du josphisme est qu'il a contribué à la formation d'une nouvelle intelligentsia selon Gerald R. Cragg : *The Church and the Age of Reason*, 1648–1789. Bristol, 1962. Cf. D. Kosáry : *Intellectuels et élite culturelle en Hongrie au XVIII^e siècle*, in : *Actes du III^e Colloque franco-hongrois à Tihany*, 1977 (sous presse).

ного в Буду, а затем в Пешт, в частности, создание в его рамках медицинского факультета (1769), создание новых естественнонаучных, сельскохозяйственных и др. кафедр, а также создание Инженерного Института (1782), которому суждено было большое будущее.

Наконец, автор останавливается на том, что из вновь созданных учебных заведений и значительных достижений, которых нельзя недооценить, несмотря на противоречивый характер просвещенного абсолютизма Габсбургов, сохранилось после смерти императора Йосифа II.





ISBN 963 05 2562 3